

PROPOS D'UN BRETON

La crise (1938)

De nouveau, la situation internationale paraît se tendre comme aux heures les plus graves de la guerre d'Espagne ou des affaires d'Europe centrale. Il semble que les dictatures soient décidées à exploiter le désir de paix qui anime les Démocraties jusqu'à la limite extrême de l'esprit de conciliation, jusqu'au point où la patience devient de la lâcheté et la prudence de l'abdication. L'Angleterre, qui a fait une confiance excessive à Mussolini, commence à se fâcher, de telle sorte que si l'on considère le jeu diplomatique comme une partie de poker, nous en arrivons au moment où il faut abattre les cartes.

Je ne considère d'ailleurs pas le jeu diplomatique comme une partie de poker. Il y a dans cette figure de rhétorique, si chère à la presse quotidienne, un slogan déplorable et qui fausse le jugement.

Ni Hitler, ni Mussolini ne jouent une partie de poker.

Ils vont froidement à la guerre.

Hitler voudrait auparavant absorber la Tchécoslovaquie et Mussolini occuper l'Espagne pour immobiliser quelques corps d'armée français sur la frontière pyrénéenne. Déjà l'occupation par les Italiens des Baléares est de nature à gêner considérablement nos communications avec l'Afrique du Nord.

Aucune illusion n'est possible.

C'est une grande et terrible partie qui se joue aussi bien en Europe centrale qu'en Espagne. Elle n'a rien à voir avec le bluff des joueurs de poker. C'est toute la vie de l'histoire, toute la civilisation européenne qui sont remises en cause par une sorte de gangstérisme politique, qui trouve, sous le masque du fascisme, des appuis occultes chez toutes les nations et parmi tous les partis, de *Doriot* à *Flandin*.

L'Amérique elle-même s'émeut devant les menaces inquiétantes d'Hitler et de Mussolini. Son intérêt apparent pourrait être de laisser s'effondrer la civilisation européenne dans la plus effroyable des guerres. Mais ces hommes jeunes, formés à la politique dans les riches universités du Nouveau Monde, n'ont pas les conceptions bornées des dictateurs. Ils savent l'interdépendance des états et que sur le terrain des races, où il plaît aux Allemands de se confiner, une chose importe avant tout : *le salut de la race blanche*. Et c'est pourquoi, avec autant de courage que d'intelligence, M. Roosevelt et M. Cordell Hull ont fait entendre à l'Allemagne et à l'Italie des avertissements répétés sur ce que pourrait être l'attitude des Etats-Unis en cas de guerre. Seule, l'union des grandes démocraties française et anglo-saxonnes, avec leurs immenses ressources, est de nature à arrêter les dictateurs sur la pente tragique où les conduisent leurs ambitions, leurs haines, leurs désirs de revanche.

Toutefois, la France doit se garder elle-même. Elle le doit d'autant plus que, pendant les premiers mois d'une guerre européenne, elle se trouverait au centre du combat, comme une forteresse assiégée par les armées allemandes et italiennes.

La menace s'est précisée depuis quelques semaines par la mobilisation camouflée de l'Allemagne qui, sous le prétexte de grandes manœuvres, a appelé sous les armes une partie de ses réserves.

La menace est si grave que le président du Conseil, M. Daladier, a dû faire entendre un avertissement au pays et à la classe ouvrière qui s'endort dans *l'euphorie de la semaine de quarante heures et des congés payés*.

C'est le sens du discours radiodiffusé prononcé par le Président du Conseil le 21 août dernier et, plus particulièrement, de ce passage du discours qui a entraîné la démission de deux ministres; MM. Frossard et Ramadier et occasionné une petite tempête parlementaire !

« Il faut aménager la loi de quarante heures, en vertu des nécessités nationales comme en raison de la situation générale de l'Europe. Dans aucun pays du monde, sauf la France et le Mexique, elle n'est le régime normal du travail. Dans aucun pays du monde on ne laisse chômer, un jour ou deux par

semaine, l'outillage qui est précisément créé pour réduire la peine des hommes. Tant que la situation internationale demeurera aussi délicate, « il faut qu'on puisse travailler plus de quarante heures et jusqu'à quarante-huit heures, dans les entreprises qui intéressent la défense nationale. Et il faut que, sans formalités inutiles ni discussions interminables, toute entreprise qui en a le besoin puisse disposer, non plus de quarante heures de travail par semaine, mais des heures nécessaires à son activité. »

Ce langage est juste, courageux, digne d'un chef de gouvernement. Il ne constitue pas une atteinte à la loi des quarante heures ; mais une adaptation de la loi aux nécessités de la situation internationale et de la défense nationale. Il vaut comme un appel à la raison et à la sagesse de la classe ouvrière dont les intérêts particuliers se confondent de plus en plus avec les intérêts généraux du pays, en présence des menaces non déguisées de l'Allemagne et de l'Italie.

Comment, en effet, la classe ouvrière peut-elle penser sauver l'Espagne républicaine et les libertés démocratiques si elle est incapable de l'effort que le Gouvernement lui réclame ?

Le même argument vaut, d'ailleurs, pour la grande industrie et pour la haute finance qui doivent mettre un terme à certaines campagnes de presse.

Dans tous les cas, on est en droit de s'étonner que les propos du Président du Conseil, si évidemment raisonnables, aient pu créer une crise politique, même pendant l'espace de deux jours.

Il est heureux, d'une part, que M. Daladier ait pu résoudre immédiatement la crise en remplaçant les deux ministres démissionnaires par MM. de Monzie et Pomaret qui appartiennent au même groupe et, d'autre part, que le groupe parlementaire du parti radical-socialiste se soit unanimement et énergiquement prononcé dans le même sens que son Président.

Pour ma part, j'approuve, du point de vue même du *Front Populaire*, l'ordre du jour du groupe radical et radical-socialiste, lorsqu'il constate que « rien n'a jamais permis de supposer qu'il fût dans les intentions du Président du Conseil de ne pas respecter l'intégrité des lois sociales ou de modifier l'orientation politique du gouvernement », et, lorsqu'il ajoute que « devant la gravité des événements extérieurs, en présence des difficultés d'ordre économique et financier que traverse le pays, il est de toute nécessité qu'un effort constant

et puissant soit fait par tous les éléments de la nation, quel que soit leur rang dans l'ordre social, pour assurer la défense du territoire, celle de nos libertés et maintenir la France dans sa prestigieuse tradition ».

Cela s'appelle gouverner.

Il s'agit, maintenant, de persévérer.

Yves LE FEBVRE.

Le Citoyen, 2 décembre 1938

oooooooo